

AMUSEMENTS.

PARC ATHLETIQUE,

Metropolitan English Opera Co. MARTHIA. Concert à 8 heures. Opéra à 9 heures.

WEST END

Ce soir, tous les soirs cette semaine. Brooke et sa fameuse Bande de Marine de Chicago.

AMERICAN VITAPHONE. Réglés révisés en vente au magasin de musique de Modine, 214 rue du Canal.

CHEMINS DE FER.

Heures d'arrivée et de départ.

ILLINOIS CENTRAL.

ARRIVEE. No 3 Chicago Limited. 7:15 p.m. No 1 fast mail. 9:35 a.m.

THE YAKO AND MISSISSIPPI VALLEY.

ARRIVEE. Memphis express. 9:10 a.m. Vicksburg express. 5:35 p.m.

LOUISVILLE & NASHVILLE.

ARRIVEE. No 3 fast mail. 7:25 a.m. No 1 fast line. 8:30 p.m.

QUEEN & CRESCENT ROUTE.

ARRIVEE. No 1 limited. 8:30 a.m. No 3 fast mail. 8:10 p.m.

SOUTHERN PACIFIC COMPANY.

ARRIVEE. California and Mex Express. 6:45 p.m. San Antonio Express. 8:35 a.m.

TEXAS AND PACIFIC.

ARRIVEE. Fort Worth and Texas express. 6:15 p.m. Hot Springs, El Paso and California express. 7:30 a.m.

DEPART. Fort Worth and Texas express. 8:15 a.m. Port Allen Local. 8:20 p.m.

EAST LOUISIANA RAILROAD. ARRIVEE. Du dépôt de la Queen and Crescent, rue Poydras.

ARRIVEE. No 7. 8:05 a.m. DEPART. No 8. Excursion du dimanche. 4:00 p.m.

DEPART. No 5. 7:45 p.m. DEPART. No 6. 7:45 a.m.

NEW ORLEANS, FORT JACKSON AND GRAND ISLE R. R. ARRIVEE. Dimanche seulement. 7:35 p.m.

ARRIVEE. Alger. Tous les jours excepté dimanche et samedi. 9:55 a.m.

DEPART. Alger. Tous les jours excepté dimanche. 8:40 p.m.

DEPART. Alger. Tous les jours excepté dimanche et samedi. 8:00 a.m.

ARRIVEE. Alger. Samedi et dimanche seulement. 4:30 p.m.

ARRIVEE. Alger. Tous les jours excepté dimanche. 8:00 a.m.

LOUISIANA SOUTHERN RAILWAY. ARRIVEE. Tous les jours excepté dimanche.

DEPART. De Belair et Shell Beach. 9:10 a.m. De Shell Beach. 7:00 a.m.

DEPART. De Belair et Shell Beach. 4:10 p.m. De Shell Beach. 5:30 a.m.

DEPART. De Belair et Shell Beach. 5:30 p.m. De Shell Beach. 7:30 p.m.

MARIAGES, NAISSANCES ET DECES. Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

MARIAGES - Lawrence Lancl à Mary E. Scamian, William E. Kasbaum à Sarah Annie West.

NAISSANCES - Mmes W. Barry, un garçon; G. Quartana, un garçon; H. H. Both, un garçon.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

DECES - G. M. McCullum, 29 ans. Hôpital de Charité; M. F. Regan, 39 ans.

TRIBUNAUX.

Cour Civile de District.

Security Building and Loan Assn. vs Mme Catherine Heister-Proces exécuté de \$1200.

Morgan's Louisiana and Texas R. R. Co. vs Le Bureau d'assesseurs. Annulation d'assessments.

Barrett Mfg Co. vs R. G. Memory-Reclamation de \$263.34 sur un compte courant.

Succession ouverte: Frederick J. Wirtman. L'Etat de la Louisiane vs L. Sargosky, M. Copeland, P. Cashner et S. Fortel-Reclamation de \$375 sur des licences de 1901.

Deuxième Cour Inférieure. Juge A. M. Auroin.

Comparitions: Annie Maxwell, vol; Henry Miller, larcin; Lulu Hall, acte de violence; H. P. Magister, homicide; Florence Martine, Willie Jones, attaque à main armée.

Envois devant la cour criminelle: Alfred Phillips, Horace Salvant, actes de violence.

Acquittés: Eli Sulden, vol avec effraction; Gustave J. Hellmans, Louis M. Geger, violation de la loi du dimanche.

A plaidé coupable: Edu Johnson, violation de la loi du dimanche.

Un homme de grande valeur, Wm Golding, ingénieur expert, vient de s'établir à la Nouvelle-Orléans.

Mort de l'ingénieur Wm Golding.

Un grave accident a eu lieu hier, au coin des rues Bienville et Remparts.

Un nommé Ed. McCarthy qui fait le métier de scieur de bois et demeure rue Palmire, vient d'être sévèrement condamné par le juge Hughes qui lui a infligé une amende de \$75 ou 30 jours de prison.

Il avait été arrêté par les officiers Kerwin, Vaudreille et autres. Il comparait hier devant le juge. Il prétendait être innocent des méfaits qu'on lui reprochait, ce qu'il n'a nullement prouvé.

Adroit bien pincé. Max Cohn, un colporteur russe venu ici de St-Louis il y a quelques mois, est un habile escroc qui a fait déjà parmi nous plusieurs victimes.

Grâce aux efforts de M. Thos. Harrison, commissaire du Bureau du Travail, la prochaine Convention de l'Association Nationale des Officiers des Bureaux de Statistiques aura lieu à la Nouvelle-Orléans.

M. Harrison s'était armé d'avance de lettres du Gouverneur de l'Etat et du Maire de la Nouvelle-Orléans. C'est à St-Louis, d'où il revient, que M. Harrison s'est assuré ce privilège pour notre ville.

Cohn a pu de la même façon dérober \$60 en marchandises. De là, plainte à la police et arrestation par le sergent Creagh.

L'eau constitue trois quarts du système. Si ces trois quarts sont en bon état - bon!

L'eau d'Arbita protège contre tous ces dangers.

Arrivé à la Nouvelle-Orléans.

L'Affaire de la rue Conti.

Témoignages favorables aux accusés.

Il est très probable que la justice abandonnera les accusations qui sont sur Jos. Girard, Eugène Carrière et Sidney Curtis, poursuivis pour meurtre dans l'affaire du No 1512 de la rue Conti.

Il est à peu près établi que Harris et Connors ont provoqué la dispute par leurs violences, et que c'est Connors qui a commencé à jurer du couteau.

Grand déclare que quand il a quitté le débit de liqueurs, c'était pour éviter le scandale qu'il provoquait.

Wm W. Watson, le garçon de l'établissement corrobore ce témoignage. Il était lui-même, ajoute-t-il, sur le point de quitter la salle et d'aller se mettre au lit.

Harris et Connors sont entrés de force dans l'établissement. Les hommes continuaient à se disputer quand Carrière, que le bruit avait réveillé, entra et fut un des premiers à dire aux deux hommes de quitter l'établissement.

Harris et Connors répondirent à cette injonction par des insultes. Connors tira son couteau. Sur quoi Carrière faisant un écart pris son revolver. Harris tira alors le premier. Carrière répondit au coup de feu et fit deux blessures à Harris qui tomba à terre.

Carrière, débarrassé de Harris, tira alors sur Connors. Il a déclaré que Curtis et Girard n'avaient pas pris une part active à l'affaire.

Il n'est pas vrai, paraît-il, que Harris et Connors aient été attirés dans la maison pour y fumer de l'opium. La police n'a pu trouver des témoins pour contredire le récit des accusés.

Connors est accusé d'avoir blessé Carrière et a été mis sous caution de \$300. Sa caution a été fournie peu de temps après, et Connors a été mis en liberté.

L'enterrement de Harris a eu lieu hier à 3h43.

Ecrasé par un car.

Un grave accident a eu lieu hier, au coin des rues Bienville et Remparts. Harry Sheppard, un ingénieur, rentrait chez lui après avoir passé une partie de la nuit dehors.

Il voulait traverser la voie alors qu'un car arrivait à toute vitesse. Par malheur le pied lui glissa au moment où il tentait de franchir le niveau. Ce procès n'est pas encore terminé.

Depuis il fonda les Novelty Iron Works; sous l'administration McArthur il devint inspecteur des navires à vapeur.

Il avait épousé Miss Luella Dolson qui lui survit avec une fille âgée de 13 ans.

Les funérailles ont eu lieu hier soir.

La Convention du travail à la Nouvelle-Orléans.

Grâce aux efforts de M. Thos. Harrison, commissaire du Bureau du Travail, la prochaine Convention de l'Association Nationale des Officiers des Bureaux de Statistiques aura lieu à la Nouvelle-Orléans.

M. Harrison s'était armé d'avance de lettres du Gouverneur de l'Etat et du Maire de la Nouvelle-Orléans. C'est à St-Louis, d'où il revient, que M. Harrison s'est assuré ce privilège pour notre ville.

Cohn a pu de la même façon dérober \$60 en marchandises. De là, plainte à la police et arrestation par le sergent Creagh.

L'eau constitue trois quarts du système. Si ces trois quarts sont en bon état - bon!

L'eau d'Arbita protège contre tous ces dangers.

Arrivé à la Nouvelle-Orléans.

Conseil Municipal.

Séance régulière hier soir sous la présidence de M. McRacken.

MESSAGE DU MAIRE. Mairie de la Nouvelle-Orléans, le 28 mai 1901.

Aux membres du Conseil. Je vous transmets les documents suivants:

Rapport hebdomadaire du commissaire de police et des édifices publics relatif aux prisonniers envoyés quotidiennement au travail.

Lettre de A. J. Nelson, Charles U. Kennedy et autres relativement à la permission aux automobiles de circuler sur le trottoir extérieur du rond-point.

Communication du Sanitarium Phillis Wheatley relativement à l'allocation à cette institution, qui en a demandé le transfert au Phillis Wheatley Club.

Je prends la liberté d'informer votre honorable assemblée que votre notification ayant été donnée par la National Contracting Company à la commission de drainage, le 15 mai 1901, qu'elle abandonnait la station centrale de pompes motrices et les stations de pompes numéros 6 et 7 du nouveau système de drainage, j'ai pris possession desdites propriétés le même jour, les ayant trouvées abandonnées et jugeant de mon devoir comme maire de la Nouvelle-Orléans de protéger les propriétés publiques et de tout danger pouvant résulter de l'abandon de ces propriétés en cas d'ouragan.

Le commissaire des travaux publics en a désarmé le contrôle. Cl jointe la correspondance à cet égard. Respectueusement.

PAUL CAPDEVIELLE, Maire.

Le message du maire est reçu et les divers documents sont renvoyés aux commissions compétentes.

M. Shields demande s'il y a pas d'autre communication du maire, et à sa requête le sergent d'armes va aux informations.

Il revient en disant que le salon du maire est fermé.

M. Shields dit alors qu'il a lu dans les journaux l'annonce de la démission d'un conseiller, que d'ailleurs le bruit en court, et que le maire aurait dû communiquer la lettre de démission au conseil, qu'il n'a pas le droit de conserver une communication adressée au conseil, etc.

M. Saxon dit alors qu'il a adressé sa démission au maire à la fin de la semaine dernière.

M. Shields demande aussitôt à qui elle était adressée et M. Saxon répond qu'elle était adressée au maire et au conseil.

Et M. Shields en profite pour s'écrier qu'il s'agit d'une question de droit, qu'il faut établir une fois pour toutes que le maire ne peut pas retenir un document adressé au conseil.

M. Gucullu prend la parole et dit qu'il s'agit en somme d'une déclaration de guerre à l'exécutif, que le maire a parfaitement le droit d'essayer de maintenir dans le Conseil le conseiller qui a donné sa démission.

M. Shields proteste énergiquement contre les mots: déclaration de guerre, et dit qu'il ne doute nullement des mobiles du maire, mais que son but est d'affirmer les droits du conseil.

Comme d'autres conseillers déclinent prendre la parole, le président McRacken décide que toute discussion à cet égard est renvoyée aux affaires nouvelles.

Après la lecture des rapports des fonctionnaires et des comités, l'ordonnance accordant à A. S. Badger, C. C. le privilège de poser et de placer des lignes de conduites pour le gaz combustible, renvoyée de la dernière séance, vient en discussion. Il est proposé de la renvoyer indéfiniment, mais M. Shields vient la défendre ardemment et propose un amendement qui, croit-il, permettra son adoption. Puis il entame un discours d'une longueur exceptionnelle à l'appui de son idée.

M. M. Curran et Moss prennent aussi la parole.

Ce dernier parle encore plus longtemps que M. Shields et profite de la latitude qui lui est laissée pour expliquer ses sentiments personnels. Il se déclare en faveur de l'ordonnance.

M. Zacharie se dit du même avis, et après d'autres remarques l'ordonnance est renvoyée à commission.

Sont en discussion: Ordonnance permettant à Claude Smith d'enclorre par des panneaux

Conseil Municipal.

Séance régulière hier soir sous la présidence de M. McRacken.

MESSAGE DU MAIRE. Mairie de la Nouvelle-Orléans, le 28 mai 1901.

Aux membres du Conseil. Je vous transmets les documents suivants:

Rapport hebdomadaire du commissaire de police et des édifices publics relatif aux prisonniers envoyés quotidiennement au travail.

Lettre de A. J. Nelson, Charles U. Kennedy et autres relativement à la permission aux automobiles de circuler sur le trottoir extérieur du rond-point.

Communication du Sanitarium Phillis Wheatley relativement à l'allocation à cette institution, qui en a demandé le transfert au Phillis Wheatley Club.

Je prends la liberté d'informer votre honorable assemblée que votre notification ayant été donnée par la National Contracting Company à la commission de drainage, le 15 mai 1901, qu'elle abandonnait la station centrale de pompes motrices et les stations de pompes numéros 6 et 7 du nouveau système de drainage, j'ai pris possession desdites propriétés le même jour, les ayant trouvées abandonnées et jugeant de mon devoir comme maire de la Nouvelle-Orléans de protéger les propriétés publiques et de tout danger pouvant résulter de l'abandon de ces propriétés en cas d'ouragan.

Le commissaire des travaux publics en a désarmé le contrôle. Cl jointe la correspondance à cet égard. Respectueusement.

PAUL CAPDEVIELLE, Maire.

Le message du maire est reçu et les divers documents sont renvoyés aux commissions compétentes.

M. Shields demande s'il y a pas d'autre communication du maire, et à sa requête le sergent d'armes va aux informations.

Il revient en disant que le salon du maire est fermé.

M. Shields dit alors qu'il a lu dans les journaux l'annonce de la démission d'un conseiller, que d'ailleurs le bruit en court, et que le maire aurait dû communiquer la lettre de démission au conseil, qu'il n'a pas le droit de conserver une communication adressée au conseil, etc.

M. Saxon dit alors qu'il a adressé sa démission au maire à la fin de la semaine dernière.

M. Shields demande aussitôt à qui elle était adressée et M. Saxon répond qu'elle était adressée au maire et au conseil.

Et M. Shields en profite pour s'écrier qu'il s'agit d'une question de droit, qu'il faut établir une fois pour toutes que le maire ne peut pas retenir un document adressé au conseil.

M. Gucullu prend la parole et dit qu'il s'agit en somme d'une déclaration de guerre à l'exécutif, que le maire a parfaitement le droit d'essayer de maintenir dans le Conseil le conseiller qui a donné sa démission.

M. Shields proteste énergiquement contre les mots: déclaration de guerre, et dit qu'il ne doute nullement des mobiles du maire, mais que son but est d'affirmer les droits du conseil.

Comme d'autres conseillers déclinent prendre la parole, le président McRacken décide que toute discussion à cet égard est renvoyée aux affaires nouvelles.

Après la lecture des rapports des fonctionnaires et des comités, l'ordonnance accordant à A. S. Badger, C. C. le privilège de poser et de placer des lignes de conduites pour le gaz combustible, vient en discussion. Il est proposé de la renvoyer indéfiniment, mais M. Shields vient la défendre ardemment et propose un amendement qui, croit-il, permettra son adoption. Puis il entame un discours d'une longueur exceptionnelle à l'appui de son idée.

M. M. Curran et Moss prennent aussi la parole.

Ce dernier parle encore plus longtemps que M. Shields et profite de la latitude qui lui est laissée pour expliquer ses sentiments personnels. Il se déclare en faveur de l'ordonnance.

M. Zacharie se dit du même avis, et après d'autres remarques l'ordonnance est renvoyée à commission.

Sont en discussion: Ordonnance permettant à Claude Smith d'enclorre par des panneaux

Le vol de la banque Teutonia.

Le grand jury s'est réuni, hier, pour entendre certains témoignages dans l'affaire du vol mystérieux de la banque Teutonia et de la disparition de \$18,200.

On a appris que le payeur de la banque Schumacher faisait usage de chèques qui lui étaient prêtés par Wm Levy, le dragueur bien connu, et il se servait du nom de P. B. Lacoste, de la rue Décarat. Schumacher manipulait les fonds de la banque, à son profit bien entendu.

Jeudi dernier, l'avocat de district Gurley avait cité les présidents de banque Schumacher, Morris, Hayden et Baldwin, mais leur audition n'a eu lieu qu'hier. A la séance assistaient MM. Waddell, de la police Boylan, l'inspecteur J. Doskey, le caissier de la banque W. W. Weill, W. Hallier, de l'Allée Commerciale, plusieurs officiers de police, Wm Levy, B. Thibodaux, de la banque nationale Nlle Orleans, le Capt Denegre et autres.

Un message de D. C. Hennessey a déclaré avoir, la nuit de l'affaire, porté plusieurs messages mystérieux pour Schumacher.

A midi M. Gurley a fait son entrée dans la salle du jury où il est resté longtemps.

La banque est représentée, dans cette affaire par Mm. Henriques et Dunn. P. Schumacher a retenu les services de MM. Lionel Adams et R. B. Otero, les avocats qui se sont engagés à le soutenir de tout leur talent. On s'attend à une lutte vive entre les deux avocats des deux parties adverses. Il ne sera épargné ni argent ni éloquence.

Les quatre avocats que nous venons de nommer sont réputés les plus habiles membres de notre barreau.

Le grand jury s'est réuni, hier, pour entendre certains témoignages dans l'affaire du vol mystérieux de la banque Teutonia et de la disparition de \$18,200.

On a appris que le payeur de la banque Schumacher faisait usage de chèques qui lui étaient prêtés par Wm Levy, le dragueur bien connu, et il se servait du nom de P. B. Lacoste, de la rue Décarat. Schumacher manipulait les fonds de la banque, à son profit bien entendu.

Jeudi dernier, l'avocat de district Gurley avait cité les présidents de banque Schumacher, Morris, Hayden et Baldwin, mais leur audition n'a eu lieu qu'hier. A la séance assistaient MM. Waddell, de la police Boylan, l'inspecteur J. Doskey, le caissier de la banque W. W. Weill, W. Hallier, de l'Allée Commerciale, plusieurs officiers de police, Wm Levy, B. Thibodaux, de la banque nationale Nlle Orleans, le Capt Denegre et autres.

Un message de D. C. Hennessey a déclaré avoir, la nuit de l'affaire, porté plusieurs messages mystérieux pour Schumacher.

A midi M. Gurley a fait son entrée dans la salle du jury où il est resté longtemps.

La banque est représentée, dans cette affaire par Mm. Henriques et Dunn. P. Schumacher a retenu les services de MM. Lionel Adams et R. B. Otero, les avocats qui se sont engagés à le soutenir de tout leur talent. On s'attend à une lutte vive entre les deux